

# Le maire de Corcoué écrit à la Première ministre

**CORCOUÉ-SUR-LOGNE.** Claude Naud (PS) a envoyé une lettre ouverte le 3 juin à Élisabeth Borne pour « décrire et dénoncer la situation ». Le maire de Corcoué-sur-Logne ne se sent pas écouté par l'État.

Le conseil municipal de Corcoué-sur-Logne s'est déjà prononcé deux fois contre cette installation : en mai et en décembre 2021. Le Sénat, dans un rapport publié en octobre dernier, la qualifiait de « véritable cas d'école de ce qu'il ne faut pas faire ».

## Rapport de la CNDP

Depuis, la Commission nationale de débat public (CNDP) a rendu son rapport le 22 avril, pointant un manque d'informations sur le bilan carbone, le plan d'épandage... Les garantes demandaient notamment que « l'étude de la faune et la flore » soit présentée. Et la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) a donné son avis (*lire ci-contre*).



Claude Naud (PS), maire de Corcoué-sur-Logne.

Photo archives PO-OL

Mais rien ne bouge. Le dossier est toujours sur le bureau de la préfecture de Loire-Atlantique depuis décembre. Donnant à Claude Naud « le sentiment de prêcher dans le désert » et, même, « d'être méprisé par les représentants de l'État ». « J'avais écrit à Jean Castex l'an dernier. » Un cour-

rier resté sans réponse. Alors Claude Naud a envoyé, vendredi 3 juin, une lettre ouverte à la Première ministre Élisabeth Borne. Après une description de Corcoué-sur-Logne, « commune rurale vivante » dont il est « fier », Claude Naud expose ses réticences sur la déci-

sion « d'implanter, sans concertation, la plus grosse usine à gaz agricole de France ».

« C'est vers cette commune que convergeront chaque jour 80 à 100 poids lourds de 40 tonnes, soit 160 à 200 passages, sur des routes communales et départementales [...] ».

## Quelle agriculture ? Quel modèle économique ?

« C'est dans cette commune qu'on devra accueillir chaque jour, sans l'avoir demandé, 1 500 tonnes de bouses et cultures transportées pour produire annuellement 24 millions de m<sup>3</sup> de méthane destiné au réseau régional GDF auquel les Corcouéens et les habitants des communes rurales voisines n'ont et n'auront pas accès. »

L'édile s'inquiète des « terres fertiles » qui « deviendront le support inerte de cultures alimentaires détournées vers la production d'une énergie qui n'est ni verte ni renouvelable, contribue à l'appauvrissement des sols et rejette lors de sa combustion des molécules de dioxydes de carbone qui est aussi un gaz à effet de serre ».

Il poursuit : « Cette commune, ma commune, Madame la Première ministre, n'a pas le projet ni l'envie de devenir l'emblème de la nouvelle agro-énergie-culture de notre pays et considère que c'est l'agriculture de demain, sur l'ensemble du territoire national, qui est interrogée par ce modèle économique ».

« Que restera-t-il aux travailleurs de la terre ? », s'interroge-t-il.